

NON À LA PRÉCARITÉ, OUI À LUTTE COLLECTIVE ET MASSIVE !

Des travailleuses, des travailleurs, des militants se mobilisent ce jour pour dénoncer la précarité qui touche le monde du travail.

À la Réunion, la précarité est un véritable fléau.

Les chiffres sont éloquentes !

30% de la population est au chômage dont 60% de jeunes de moins de 30 ans ; 30% de la population vit des minimas sociaux versés par la Caf ; 26% de la population dépend du RSA, soit plus de 100 000 bénéficiaires ; 75 000 travailleurs perçoivent la prime d'activité. C'est dire si les salaires sont bas !

La précarité aussi violente soit-elle, n'est pas une fatalité

Elle est une des conséquences de la mainmise de la classe capitaliste sur l'économie et la société.

En effet, pour s'enrichir toujours plus, le grand patronat, les banquiers, les actionnaires des grandes entreprises, etc. n'hésitent pas à licencier des centaines de personnes à La Réunion, des milliers en France, des millions à l'échelle de la planète.

Quand les travailleurs ont la chance d'avoir un emploi, celui-ci est de plus en plus précaire : les contrats de chantier tendent à devenir la règle ; dans les entreprises comme La Poste, plus de la moitié des agents n'est pas titulaire. Il en est de même dans les hôpitaux, dans l'Éducation nationale où les CDD, les « contractuels » prennent le pas sur les emplois pérennes.

Et-il normal que des travailleurs soient privés d'emplois ou vivent de petits boulots pendant que d'autres sont obligés de faire des heures sup ?

Comment expliquer que patronat et gouvernement repoussent l'âge du départ à la retraite tout en rallongeant les durées de cotisations alors que des millions de travailleurs en France sont condamnés au chômage, autrement que par la recherche de profit maximum par le patronat ?

Il manque des logements, des écoles, des hôpitaux, des transports en commun, etc. Mais les gouvernements qui se succèdent refusent de mettre l'argent nécessaire pour satisfaire ces besoins vitaux et ces services utiles à la population. Le gouvernement actuel, comme les précédents, préfère arroser les capitalistes à coup des milliards !

La politique de Macron-Castex est dans la droite ligne des Hollande, Sarkozy...

Prenant prétexte de la crise sanitaire et de la crise économique, le gouvernement légifère en réduisant les droits des travailleurs, des chômeurs, des retraités pour répondre aux exigences du patronat.

Les travailleurs doivent refuser de payer la crise à la place des capitalistes !

**Pour des emplois pour tous,
Pour des emplois pérennes,
Pour un avenir moins incertain,**

**Exigeons la répartition du travail
entre tous sans baisse de salaire,
l'arrêt des cadeaux en tout genre au
patronat !
Organisons la lutte collective !**

**RASSEMBLEMENT de militants
le 25 novembre à 10h00
devant la préfecture SAINT-DENIS**

